

Le bulletin est également
disponible en français
contactez nous à cippic@uottawa.ca

À l'intérieur...

Projets et dossiers en cours.....	2
Événements	4
Publications.....	4
Présentations	4
Changements de personnel	5

Annonces

[Robert Glushko](#), professeur de L'université Berkeley en Californie et entrepreneur de renom en technologie, a fait un don de 100 000 \$US à CIPPIC. Mr. Glushko qui est un pionnier en ingénierie des documents électronique est impliqué dans l'élaboration des normes qui régissent le commerce électronique. M. Glushko et sa femme, la professeure Pamela Samuelson, sont des fervents des conférences sur le droit et les technologies en Amérique du Nord.

Récents plaidoyers

Dell Computer Corp. c. l'Union des consommateurs et al

Représentée par Mistrale Goudreau, avocate et professeure à la faculté de droit civil de l'Université d'Ottawa, la CIPPIC est intervenue dans une cause ayant valeur précédente devant la cour Suprême du Canada sur la question de la validité d'une entente d'arbitrage exécutoire dans un contrat de consommation. De plus, il a été question de la portée du consentement électronique « browswrap » de Dell. La cause a été entendue le 13 décembre 2006 et la décision est à venir.



De gauche à droite : Tara Berish (stagiaire), David Fewer et Philippa Lawson

Philippa Lawson c. Accusearch Inc.

La cause de CIPPIC contre le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada portant sur une importante question de compétence a été entendue en cour Fédérale le 22 janvier 2007. L'avocat-conseil de la CIPPIC, David Fewer a plaidé la cause; remettant en question la décision du Commissaire de ne pas enquêter sur un courtier de données basé aux États-Unis qui aurait violé la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (LPRPDÉ). La CIPPIC a fait valoir qu'il s'agissait d'une preuve qu'il existe des connexions réelles et importantes au Canada pour que le Commissaire en assume la compétence. Dans un jugement rendu deux semaines plus tard, la cour Fédérale a donné raison à la CIPPIC et a ordonné au Commissaire d'enquêter.

Palmer et al c. SonyBMG et al

Avec l'aide du cabinet de Toronto Deeth, Williams, Wall LLP, la CIPPIC est intervenue dans un recours collectif contre SonyBMG au sujet de la distribution clandestine de logiciels « rootkit » sur CD qui se téléchargeaient automatiquement sur l'ordinateur des consommateurs, renvoyaient des renseignements au sujet des utilisateurs de l'entreprise et créaient des failles dans la sécurité des ordinateurs des utilisateurs. La CIPPIC s'est opposée à la proposition d'entente dans le recours collectif canadien, puisque SonyBMG offrait beaucoup moins aux consommateurs canadiens qu'elle n'offrait aux consommateurs américains dans une entente de règlement similaire, sans justification raisonnable pour ces différences. Finalement, l'objection de la CIPPIC a permis aux consommateurs canadiens d'obtenir une meilleure entente.

Révision parlement de la LPRPDÉ

La CIPPIC s'est présentée devant le Comité permanent de la Chambre des communes sur l'accès à l'information, la protection de la vie privée et l'éthique, le 6 décembre 2006 au sujet de la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques. La CIPPIC a écrit une proposition au Comité contenant 20 recommandations pour réformer la loi. Dans sa présentation orale, Philippa Lawson a insisté sur la nécessité de mettre en place des mesures incitatives plus fortes pour que les entreprises se conforment à la Loi, incluant la notification obligatoire des bris de sécurité. Plus tôt en septembre 2006, la CIPPIC a été invitée à émettre ses commentaires et a présenté des observations au Commissaire à la protection de la vie privée du Canada sur la réforme de la LPRPDÉ.

Plaintes en vertu de la LPRPDÉ

Suite à la publicité répandue en Amérique du Nord, la CIPPIC a déposé une plainte formelle au Commissaire à la protection de la vie privée du Canada au sujet d'un bris rapporté par Winners/HomeSense. En effet, une base de données contenant les renseignements de carte de crédit (et possiblement d'autres renseignements) de Canadiens a été piratée. Dans sa plainte, la CIPPIC a tout d'abord demandé au Commissaire d'enquêter et de se prononcer sur des questions spécifiques, incluant la raison pour laquelle ces renseignements étaient collectés, conservés et transférés aux États-Unis (là où ils ont été piratés), et si de telles pratiques étaient justifiées. La CIPPIC n'a pas déposé de plainte similaire en ce qui a trait au bris de sécurité de la CIBC médiatisé au même moment parce

que le Commissaire avait déjà annoncé qu'il mènerait une enquête dans cette affaire.

Plus tôt à l'automne, la CIPPIC a déposé une plainte formelle contre SonyBMG, de concert avec d'autres autorités canadiennes, alléguant la violation des lois qui régissent la protection de la vie privée, la loi de la concurrence et la loi de la protection du consommateur suite à la distribution clandestine de logiciels « rootkit » sur CD qui se téléchargeaient automatiquement sur l'ordinateur des consommateurs, renvoyaient des renseignements au sujet des utilisateurs à l'entreprise et créaient des failles dans la sécurité des ordinateurs des utilisateurs.

Projets et dossiers en cours

Approches juridiques et politiques du vol d'identité

Grâce au financement du ORNEC (Ontario Research Network on Electronic Commerce), la CIPPIC a effectué, au cours des derniers mois, une recherche sur les approches juridiques et politiques du vol d'identité. Cette recherche deviendra un livre blanc au printemps dans lequel se trouveront les recommandations pour une réforme de la loi et des politiques. Entre temps, une série de documents de travail couvrant les techniques pour effectuer un vol d'identité, les approches juridiques et politiques, la jurisprudence et l'application de la loi sont à paraître et la CIPPIC a publié une page Web contenant la liste des questions fréquentes et des ressources au sujet du vol d'identité. La CIPPIC a tenu un atelier d'une journée sur les recherches qu'elle a menées et sur les projets de ses partenaires le 30 janvier 2007 à l'Université d'Ottawa.

Modalités et pratiques injustes dans les contrats en ligne

Aussi grâce au financement du ORNEC, la CIPPIC a effectué des recherches et des analyses sur les approches juridiques d'une série de pratiques courantes et de modalités des contrats de consommation en ligne. En plus de ces recherches juridiques, CIPPIC collabore avec le Professeur Warren Thorngate de l'Université Carleton dans une recherche psychologique sur la conscience, la compréhension, l'attitude et le comportement des consommateurs à l'égard de ces modalités et pratiques.

Gestion numérique des droits et de la vie privée

Grâce au financement du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada, la CIPPIC effectue des recherches sur l'utilisation des technologies de gestion numérique des droits sur le marché canadien, l'impact de telles technologies sur la protection de la vie privée et le respect de la gestion numérique des droits par les distributeurs conformément à la LPRPDÉ.

Consentement sous les lois canadiennes de protection des données

Grâce au financement du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), la CIPPIC a collaboré avec le bureau du Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée à l'élaboration d'un document de recherche étudiant et comparant les différentes approches au consentement sous diverses lois sur la protection de la vie privée au Canada. Ce document sera présenté au groupe de travail du CRSH en mai.

Le consommateur virtuel

La CIPPIC, de concert avec le Bureau de la consommation d'Industrie Canada, tiendra une table ronde le 28 février 2007 avec des groupes de consommateurs de partout au Canada sur les nouveaux enjeux clés auxquels font face les consommateurs dans le marché électronique. Cette table ronde a pour but d'aider Industrie Canada à se préparer pour la réunion ministérielle de l'OCDE en 2008 sur l'Internet et la société.

Le projet de traité de l'OMPI sur la radiodiffusion

L'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) continue de délibérer sur une proposition de traité conçu pour offrir de nouvelles mesures de protection de la propriété intellectuelle pour la communication des signaux de radiodiffusion. La CIPPIC est préoccupée par l'impact que ces droits auraient sur les intermédiaires de l'Internet et les fabricants d'électronique grand public et craint que ces nouveaux droits vont éloigner les canadiens des droits d'utilisateurs importants dont ils bénéficient sous la Loi sur le droit d'auteur. La CIPPIC s'est jointe à une coalition internationale de groupes de société civile, de fabricant d'électronique grand public et de cabinet de télécommunications qui s'opposent au traité.

Réforme du droit d'auteur

Le gouvernement canadien continue de délibérer sur l'ébauche de la Loi sur le droit d'auteur qui appliquerait

les obligations du Canada sous le traité Internet de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Alors que personne n'a vu de projet de loi, on peut s'attendre à ce que l'approche du gouvernement actuel apaise les intérêts conservateurs qui demandent une loi interventionniste telle que le Digital Millennium Copyright Act. Les bris d'accès à l'information indiquent que les intérêts de l'industrie étrangère du divertissement profitent d'un accès sans précédent aux décideurs en matière de droit d'auteur, alors que les groupes de créateurs canadiens, tels que la Coalition canadienne des créateurs de musique, l'Appropriation artistique et les Documentaristes du Canada, qui ont un accès restreint aux décideurs et aucun dans le cas des Documentaristes du Canada.

Coalition anti-logiciels espions

La coalition anti-logiciels espions a publié deux importants documents en janvier 2007. Premièrement, la Coalition a publié une ébauche de ses meilleures pratiques; un document visant à offrir aux éditeurs de logiciels des conseils sur la façon dont les entreprises anti-logiciels espions déterminent si un élément du logiciel peut être potentiellement voulu ou non. Deuxièmement, la Coalition a publié une ébauche de son document sur les conflits qui offre aux éditeurs anti-logiciels espions des conseils pour résoudre les conflits qui peuvent les opposer. Les deux documents peuvent être commentés par le public jusqu'au 25 février 2007. La Coalition prévoit publier les versions finales de ses documents en mars 2007.

Conseil et assistance aux clients

Au cours des six derniers mois, la CIPPIC a assisté de nombreux clients sur des questions de protection de la vie privée en milieu de travail, le droit d'auteur, le détournement de sites Web et la confidentialité de communications par courriel. Les points particuliers incluent :

- Les droits à l'égard des fraudes en ligne en utilisant un faux site à délivrance sous condition;
- Les options pour s'attaquer à un vendeur en ligne qui a omis d'assurer un item acheté avant de l'expédier par la poste;
- L'acquisition de renseignements personnels collectés et gardés par un service de vente aux enchères en ligne;
- Les options de litiges outre-frontière;
- Les demandes de reproduction média qui touchent le droit d'auteur;
- Les enjeux de responsabilités qui découlent de commentaires diffamatoires allégués en ligne; et

- Les options pour retirer un site Web d'un fournisseur de services Internet qui a coupé l'accès d'un client à son site.

Pages Web

Les étudiants de la CIPPIC travaillent actuellement sur des pages Web contenant des Foires Aux Questions (FAQ) et des ressources sur la protection de la vie privée en milieu de travail, la vidéosurveillance, la liberté de parole sur Internet, les contrats de licence d'utilisation, les systèmes informatiques de confiance, l'identification par radio fréquence, le traité de radiodiffusion de l'OMPI et le droit de reproduction privée sous la *Loi sur le droit d'auteur du Canada*.

Événements

Groupe de travail sur les lois qui régissent l'identité, 12 janvier 2007

La CIPPIC a tenue, en collaboration avec des chercheurs de la London School of Economics et de l'Université de Toronto, un atelier sur la politique sur l'identité avec des représentants officiels du gouvernement canadien et des spécialistes du secteur privé le 12 janvier 2007. Cet atelier avait lieu dans le cadre d'une série de consultations qui s'inscrivent dans un projet de recherche financé par le Bureau du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada.

Groupe de travail sur le vol d'identité, 30 janvier 2007

La CIPPIC a tenue un atelier sur les approches juridiques et politiques du vol d'identité le 30 janvier 2007. Cinq chercheurs financés par le ORNEC, incluant le Professeur Robert Biddle de l'Université de Carleton, les Professeures Valerie Steeves, Elizabeth Judge et Jennifer Chandler de l'Université d'Ottawa et Wendy Parkes, chercheure associée de la CIPPIC dans le projet sur le vol d'identité, ont présenté les résultats de leurs recherches aux partenaires du projet et aux invités du secteur public.

Publications

CIPPIC, *Approaches to Security Breach Notification: A White Paper* (Janvier 2007). David Fewer, *Privacy Piracy: Digital Rights Management, Para-Copyright and the Primacy of Privacy*, Association du Barreau de

l'Ontario, sous section sur la protection de la vie privée du Bulletin (Octobre 2006).

Présentations

29 novembre 2006, Ottawa, ON

Philippa Lawson, [Consumer Information as Commodity](#), présentation à la série de déjeuners-conférences du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada

17 novembre 2006, Ottawa, ON

Philippa Lawson, *Privacy and Security : Finding the Balance*, présentation au Friday Club, YMCA

16 novembre 2006, Valaparaíso, Chili

David Fewer, *Exceptions and Limitations in Canadian Copyright Law*, présentation en table ronde : Exceptions and Limitations in Copyright Law – Université de Valaparaíso

15 novembre 2006, Ottawa, ON

Philippa Lawson, *Privacy and Security: Finding the Balance*, présenté à la Canadian Civil Liberties Association – National Capital Branch

14 et 15 novembre 2006, Santiago, Chili

David Fewer, *Intellectual Property Entitlements in Canada's Universities* présenté au Ministerio de Educación y Pontificia Universidad Católica du Chili

13 novembre 2006, Ottawa, ON

Philippa Lawson, [Consumer Health Information as Commodity](#), présenté à la [E-Health Privacy conference](#)

2 et 3 novembre 2006, Toronto, ON

Philippa Lawson, [Tackling Identity Theft: Legal and Policy Approaches](#), présentation à la [CACR Annual Privacy and Security Conference](#)

27 octobre 2006, Ottawa, ON

Philippa Lawson, animatrice, CAUT, *Copyright Action* Conférence sur "Controlling Intellectual Property: The Academic Community and the Future of Knowledge"

20 octobre 2006, Ottawa, ON

Philippa Lawson, *Telecom Reform: Are Market Forces the Answer?*, présentation au [Alternative Telecom Policy Forum](#)

19 octobre 2006, Ottawa, ON

David Fewer, *Internet Law Update: Focus on Security*, [Ottawa Centre for Research and Innovation](#)

12 octobre 2006, Montréal, QC

David Fewer, *Anti-Spyware Coalition – working together to combat spyware*, présentation à la [Virus Bulletin Conference](#)

7 octobre 2006, Montréal, QC

David Fewer, *Policy-making: How to Make an Impact* présentation à la [Future of Music Conference](#)

6 octobre 2006, Toronto, ON

Philippa Lawson, *Privacy Challenges for Boards and Tribunals*, présentation au [Osgoode Professional Development](#) conférence annuelle sur les Nouvelles directions dans le droit administratif et la pratique

14 septembre 2006, Toronto, ON

Philippa Lawson, *Compliance with Privacy Laws: Issues, Lessons, and Best Practices for Retailers* présentation à la [CMA Regulatory Affairs Conference](#)

Changements de personnel

Vanessa Lavoie assume désormais les fonctions d'adjointe administrative de CIPPIC depuis octobre 2006. Bienvenue Vanessa!

Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada

Faculté de droit, Université d'Ottawa
506-57 Louis-Pasteur, Ottawa (Ontario) K1N 6N5
Tél : 613-562-5800 poste : 2553
Télécopieur : 613-562-5417
Site Web : www.cippic.ca
Courriel : cippic@uottawa.ca

Philippa Lawson Directrice
poste : 2556 plawson@uottawa.ca

David Fewer Avocat-conseil
poste : 2558 dfewer@uottawa.ca

Vanessa Lavoie Adjointe administrative
poste : 2553 cippic@uottawa.ca